



Débat citoyen du 9 février 2019

Développer une citoyenneté participative

Synthèse des discussions

- Horaires : 9h - 13h00
- Lieu : Salle Arc en Ciel - Ancenis-St Géréon
- Environ 40 personnes
- Affichage en deux endroits de la salle de la charte du grand débat en format A3

Organisation du travail : deux débats ont été proposés sur deux thèmes principaux : comment faciliter le Vivre ensemble dans une société intégratrice et harmonieuse ; comment développer une citoyenneté participative active, responsable et performante, ce second débat permettant d'aborder en outre des aspects plus institutionnels auxquels peut renvoyer l'exercice de la citoyenneté.

Une séquence préparatoire en petits groupes (20/25 mn) a permis de préparer chacun des deux débats, avant une mise en commun ; les échanges ont fait l'objet d'un enregistrement audio intégral, d'une prise de notes en continu sur ordinateur et d'une inscription des principales idées émises sur des feuilles grand format sous contrôle direct de l'assistance.

Constats généraux : des discussions ouvertes dans un esprit constructif et respectueuses des opinions d'autrui ; une faible diversité générationnelle (absence des moins de 30 ans) ; une participation très active aux débats.

Propos et échanges introductifs

Parmi les quatre thèmes proposés dans le cadre du grand débat national, il a été décidé d'organiser cette discussion sur le thème de la démocratie et de la citoyenneté : le titre affiché sur le site national est « Développer une citoyenneté participative ».

Les motifs, les objectifs et les principes de l'organisation des débats proposés par l'association ICPA sont exposés par le président de séance. Un questionnaire propre à chaque débat est affiché et distribué à chaque table (cf. annexe).

Suite à cette introduction, un des participants lit un texte exprimant son scepticisme à propos de l'organisation du débat à l'échelon national et des doutes quant à la sincérité du traitement qui sera fait des contributions reçues.

Plusieurs réactions portent sur le fonctionnement de la démocratie, certains considèrent qu'une véritable démocratie ne peut être que directe. Pour d'autres, l'institution républicaine permet à chacun de pouvoir s'exprimer, au moins on peut se parler. Mais il ne peut y avoir de démocratie sans état de droit. Quant à savoir si les dés sont pipés concernant la prise en compte des contributions, c'est l'avenir qui le dira.

Le présent compte-rendu a été rédigé sous la direction des animateurs des deux séquences de discussions et examiné lors de deux réunions de travail avec des adhérents de l'association, auxquels se joints deux participants non adhérents. Il a été adressé pour avis aux autres participants qui l'ont souhaité (un cahier mis à disposition lors du débat permettait de laisser des coordonnées de messagerie), qui ont eu 6 jours pour faire parvenir leurs observations, avant envoi à l'organisation du Grand débat et diffusion locale.

Les deux débats ont assez largement interagi entre eux. Pour cette raison, il a été décidé de regrouper les idées exprimées autour des thématiques issues des principaux enseignements. Dans la mesure du possible, le verbatim figurant dans les relevés établis pendant la réunion a été repris tel quel, sauf lorsqu'il nécessitait une explicitation liée au contexte de leur expression, ou lorsqu'une diversité des points de vue est apparue.

De l'ensemble des discussions, il est ressorti les points suivants :

Comment faciliter le vivre ensemble dans une société plus participative, intégratrice et harmonieuse ?

Constats

➤ ***Comme le montre la crise actuelle dite « des gilets jaunes », le principe consistant à considérer que « qui ne dit mot consent » ne correspond pas à la réalité et met la démocratie en danger***

- En France, tout est cassé, la République va en marche arrière. C'est anti-social.
- Problème de perte de confiance dans les élus.
- Nous sommes institutionnellement un pays démocratique mais certains parlent d'une démocratie qui ne se porte pas bien, voire que nous ne sommes pas en démocratie dès lors que l'expression du peuple ne peut se faire que de façon congrue. Il y a peu de participation citoyenne et il n'y a pas de véritable « éducation à la démocratie ».
- On constate une scission dans la population et la réunion de ce matin en est un exemple car il y a beaucoup d'élus, d'anciens élus, représentants d'associations, mais assez peu de citoyens non impliqués par ailleurs dans la vie publique. Cette scission n'est pas que générationnelle entre les jeunes et les adultes, elle est aussi vraie entre les riches et les pauvres, les actifs et les inactifs, les jeunes et les vieux. Le vrai problème des scissions ou oppositions au sein de la population semble venir surtout du fait que le citoyen s'est déchargé du sujet de la citoyenneté sur les élus. Les Français paraissent individualistes.

- Les citoyens se sont déchargés de la citoyenneté. Aujourd'hui, impression que les Français redécouvrent l'intérêt d'être citoyens. S'ils ne sont pas entendus, cela génère de grosses déceptions.
- Certains font remarquer qu'il faut faire attention aux constats rapides qui peuvent entraîner des incompréhensions.

➤ ***Le système représentatif a besoin d'évoluer pour mieux prendre en compte une implication citoyenne plus active et performante***

- Fonctionnement trop monolithique et trop inégalitaire de la représentation politique...
- Besoin ressenti au moins par une partie grandissante de la population d'une plus grande implication dans les processus de prise de décision à tous les échelons.
- Au Parlement, pas de jeunes, pas d'ouvriers.

➤ ***Il convient d'adapter les outils de l'expression démocratique aux modes de fonctionnement des différents constituants de la société (prise en compte de la diversité sociale)***

- Où sont les jeunes ici ? On parle pour les jeunes, mais on ne sait pas ce qu'ils pensent. Les jeunes sont-ils une minorité ? Si oui, il y a des minorités ou en tout cas une diversité dans cette minorité : car il y a des jeunes qui ont fait des études, d'autres qui travaillent. Les jeunes sont une réalité diversifiée.
- On ne peut pas dire que les ados et les jeunes adultes n'agissent pas. Ils agissent mais d'une façon différente de celle des plus âgés. Ils ont des modes d'actions différents. Il suffit de constater leur implication sur les réseaux sociaux et le nombre de *like* produits.
- Au niveau local, au niveau de la diversité, il existe un conseil municipal jeunes, pourquoi pas un conseil des sages ? Les retraités sont-ils représentés ?
- Mais le rajeunissement de la classe politique ne suffit pas : il y a eu un certain renouvellement à l'Assemblée Nationale qui s'est bien rajeunie. On a un président jeune mais cela ne va pas mieux.
- On a perdu dans les entreprises le lien social, idem dans les associations.
- Certaines familles n'ont plus confiance dans l'éducation nationale. Phénomène aussi du travail qui n'est pas fait. Les élèves sont dans la défiance de ce qu'ils apprennent → remise en cause de l'autorité de la personne publique. L'éducation nationale n'a pas toujours les moyens de bien travailler.

➤ ***Les outils traditionnels sont manifestement insuffisamment efficaces (vote, débats citoyens, procédures d'enquête...)***

- la procédure de débat en général et notamment à l'école n'est pas suffisamment utilisée et quand les gens participent à ce type de débat, ils sont souvent considérés comme n'étant pas connaisseurs. Constat valable pour des tas d'autres choses : il y a ceux qui savent et les autres. Par contre, il est intéressant que le débat existe.
- Les citoyens sont déconnectés du débat citoyen. Aujourd'hui on est dans une société qui consomme tout, notamment l'information.

- L'expression citoyenne ne peut pas rester dans un champ essentiellement consultatif et elle doit être prise en compte de manière effective dans le fonctionnement normal des institutions.

➤ **Le problème de la citoyenneté est directement lié à celui des discriminations**

- Les participants au débat ont mis des mots sur des citoyens repérés comme étant en difficulté dans notre société : les « oubliés du social », les personnes qui ont des petits salaires et qui ne s'en sortent pas, les SDF (le cas d'une jeune fille à Ancenis a été mentionné), les « invisibles », « les résignés », les femmes seules avec enfant(s)...
- Souvent les plus en difficulté, sont des gens qui ne parlent pas. Les gilets jaunes ont permis à certains de s'exprimer. L'expression est importante mais s'ils s'expriment, il faut que cela serve à quelque chose.
- Beaucoup de femmes seules avec enfants dans les gilets jaunes. Pas repérées et donc peu entendues. Elles le sont par les restos du Cœur, mais ce n'est pas suffisant. Qu'est-ce qu'on fait ?
- Sur les structures, aujourd'hui a-t-on un état des lieux du nombre d'exclus, de la dégradation des structures d'accompagnement ? Il faut une meilleure transparence. Il faut trouver les causes de ces fractures, ne pas se résigner.
- Pourquoi les personnes ne parlent pas ? Certainement car elles pensent qu'elles ne seront pas écoutées.
- Les oubliés sont des résignés, qui ne veulent pas prendre la parole car cela ne sert à rien.
- Réflexion sur l'aide sociale à l'enfance : 1/4 des bénéficiaires sont des enfants issus de l'aide sociale à l'enfance.
- La fracture numérique est évoquée par de nombreux participants. Il est précisé que le conseil de développement, au niveau local, a travaillé sur ce sujet majeur. Le poids du numérique s'impose comme unique interlocuteur et est un passage obligé pour l'accès aux services publics, ce qui interroge. Comment faire lorsque l'on n'a pas accès à internet pour raisons financières, techniques ou tout simplement lorsqu'on ne sait pas l'utiliser ? C'est une source d'exclusion. Il y avait l'illettrisme maintenant c'est « l'illectronisme »..
- la fracture numérique est importante. Il n'y a plus d'interlocuteurs directs dans les services publics. Les personnes âgées sont totalement démunies de même que les adultes qui ne savent pas lire. C'est dramatique. A l'échelon local c'est un chantier d'intérêt majeur.

Pistes de travail :

➤ **La pratique de la citoyenneté repose sur la mobilisation de la population et celle-ci pour se développer tout au long de la vie, nécessite divers apprentissages**

⇒ **donner plus de place aux jeunes**

- Difficulté de comparer adultes et jeunes. Pourquoi ? Pas même histoire. Pas même mode de pensée. Les jeunes sont sur les réseaux sociaux, alors que nous on est obligé de nous réunir. L'enseignement est en difficulté face à eux.

- L'éducation nationale, est en portion congrue sur les questions relatives à la politique et la société. Il est important d'expliquer les enjeux de la démocratie. Dans les pays démocratiques, pas d'éducation suffisante à la démocratie
- Il faut remettre le débat citoyen à l'école, les jeunes reproduisent ce que les parents font. Les cours d'éducation civique ce n'est pas suffisant. Il faut travailler au niveau du système coopératif. Dès le plus jeune âge, il faut faire vivre la démocratie au niveau de l'éducation, ne pas être uniquement dans la compétition. Quelles actions ? Favoriser l'expression citoyenne et faire davantage vivre la participation au sein des écoles... Si l'engagement est pris très tôt, on le garde.
- Les jeunes sont dans les réseaux sociaux. Il faut aller les chercher là où ils communiquent c'est-à-dire Facebook, Instagram... Il faut adopter un autre mode de communication pour les capter.
- Les jeunes ne sont pas indifférents à ce qui se passe dans la société mais comment recréer du lien social lorsque les repères sur certaines valeurs sont perdus ?

⇒ **dès le plus jeune âge, former aux techniques de prise de parole en public et au développement de l'esprit critique**

- C'est la « loi de la jungle » quant à la spontanéité à l'oral. C'est celui qui aura les aptitudes « naturelles » pour « être le plus fort » selon ce vecteur, nonobstant les erreurs grammaticales... Qui aura alors « le dernier mot » pour « assouvir » sa supériorité ?
- Participer nécessite une capacité oratoire, que ce soit pour les jeunes, les personnes ayant une formation insuffisante, ou les personnes d'origine étrangère. Prendre la parole en public : si on n'a pas suffisamment réfléchi à son expression, on n'est pas entendu. C'est vrai partout. Pourquoi les gens s'expriment sur les réseaux sociaux, parce que la forme est moins importante. Le problème c'est que ces nouveaux modes de communication ne permettent pas une communication en véritable situation de face à face.
- Il faudrait que tout citoyen, quelque soit son origine, sa formation initiale, son origine sociale... puisse prendre la parole, s'exprimer, et défendre ses idées.
- Acquérir en continu les connaissances indispensables au fonctionnement des institutions et à la compréhension des enjeux de notre époque.

⇒ **favoriser une plus grande diversité de l'expression citoyenne**

- Pour vivre ensemble, il faut avoir des moyens, des lieux où l'on puisse se rencontrer : la procédure du débat n'est pas suffisamment utilisée.
- Attention, il faut prendre conscience que l'organisation des débats exige qu'il ne faut pas exclure les « non connaisseurs ». Pour améliorer le vivre ensemble, il est intéressant que les débats existent mais il ne faut pas partir du principe qu'il y a ceux qui savent et les autres. Il faut également que les jeunes ne se sentent pas exclus
- dès le plus jeune âge, il faut faire vivre la démocratie au sein de l'éducation et surtout ne pas être uniquement dans la compétition

- Le service national universel pourrait être un dispositif sur lequel on pourrait mettre en place des sensibilisations à l'investissement citoyen.

⇒ **pratiquer l'écoute des autres,**

- Les personnes ne parlent pas. La société aujourd'hui n'est pas prête. Cela demande du temps. La tolérance est un point d'équilibre entre deux parties : tu m'écoutes, on s'écoute. Cf les enseignants qui ont toléré beaucoup, les élèves n'acceptent plus les reproches.
- Cf Marseille, on attend toujours qu'il y ait des solutions apportées au problème d'insalubrité. Concrètement il faut que nos représentants se nourrissent du terrain (cf rapport Borloo sur les banlieues) mais ce n'est pas pris en compte. Cela ne change en rien. D'où démotivation. Cela fait 40 ans que cela dure.
- La tolérance, c'est l'éducation et la culture. En travaillant à l'international, on s'interroge sur ce que l'autre pense, des différences culturelles.
- La tolérance c'est aussi la rencontre avec l'autre. Apprendre à se connaître, prendre du temps, se parler. Mettre en œuvre l'art du compromis, accepter le compromis, c'est accepter une vision différente.
- Les réseaux sociaux ? Pas sûr. Internet trop rapide. Il faut s'interroger sur le fonctionnement des réseaux sociaux : tout doit se dire dans l'urgence, on ne prend pas le temps de la réflexion et du diagnostic. C'est le contraire de la tolérance qui exige du temps dans la décision car il faut apprendre à connaître l'autre.

⇒ **réexaminer les pratiques de l'expertise et développer systématiquement des processus de diagnostics partagés...**

- La confiance passe aussi par le fait qu'un diagnostic doit être fait en préalable à la prise de décision, Quand le diagnostic n'est pas partagé cela rend difficile le fonctionnement de la démocratie. Les diagnostics sont parfois réalisés par des officines éloignées du terrain, ce qui retire toute confiance envers les institutions et les politiques.
- Pour qu'un diagnostic soit partagé, il est important d'associer et de faire participer tous ceux qui sont impliqués, qu'ils soient experts, utilisateurs ou citoyens. Si certains sont oubliés, ce ne sera pas un diagnostic partagé.
- Le citoyen ne doit-il pas se prendre en main pour s'associer au monde politique et co-construire avec celui-ci ? Cela permettrait une évaluation constructive et permettrait d'associer les citoyens à l'intérêt collectif (exemple de certaines communes qui ont des budgets citoyens).
- L'opinion se cristallise sur le monde visible de la politique et uniquement sur la décision politique et non pas sur les éléments qui ont amené à cette décision. Faire comprendre qu'il y a 3 temps : la réflexion, la construction et l'action, versus l'immédiateté.
- Mettre en valeur la notion d'évaluation, sous réserve de l'envisager de manière intelligente, réactive, non technocratique. Il faut évaluer ce qui marche et ce qui ne marche pas. Pour faire une évaluation, il faut faire un diagnostic partagé. Souvent on passe trop peu de temps

au diagnostic. On peut faire l'évaluation ensuite plus facilement. Cela permet d'avoir les mêmes bases pour discuter.

- Sur l'évaluation, c'est important si c'est fait de manière constructive et sur tous les sujets. Avant de procéder à des aménagements ou à leur amélioration, il faut demander aux usagers ce qu'ils en pensent.
- Il est abordé la notion d'expertise : 2 aspects à distinguer, l'expertise de nature technique (les « sachants »), mais aussi expertise d'usage qui se rapporte à ceux qui sont sur le terrain. On a parlé beaucoup de l'évaluation, de diagnostics. Il faut faire l'analyse de *causes-racine*. On ne s'attaque pas à l'essentiel. On s'attaque à la problématique de la conséquence et non à la cause. Il faut aller à la racine des problèmes. Si l'on traite uniquement les conséquences des problèmes sans analyser les causes, les maux (la violence, l'intolérance...) ne seront jamais résolus.
- Le politique est celui qui prend les arbitrages et les décisions finales en connaissance de cause.
- Il faut remettre du lien social avec nos services publics.

Une vie démocratique à plusieurs facettes complémentaires

- La démocratie, ce sont des décisions prises à la majorité.
- Importance du poids des mots : changer notre mode de communication avec des mots moins forts. Minorité et majorité : notions de clivages à revoir. Changer la sémantique/ champ lexical pour être moins clivant.
- Dualité « républicains » vs « démocrates » aux USA ? Pour nous, en France, la majorité des citoyens considère que « républicain » ou « démocrate » signifie la même évocation mentale.
- Définition de « gauche » et de « droite » : qui connaît ? Qui est alors apte à effectuer un vote selon ses convictions ?
- Donner la parole au peuple ? Encore qu'il soit en situation de la prendre.
- Relative confusion entre les différents modes d'exercice de la démocratie. Il ressort que la démocratie dispose d'une boîte à outils : élections, referendum, consultations, enquêtes publiques ; conseils municipaux, conseils consultatifs de quartier, conseils de développement... Le rôle de chaque instance n'est souvent pas bien perçu et compris. Les citoyens ne connaissent pas forcément les outils à leur disposition (conseil municipal). Il y a besoin d'être formé sur les sujets, les thématiques, sur l'administration...

➤ La démocratie représentative : des outils insuffisamment utilisés qui amènent à mieux poser la relation entre élus et citoyens

- On connaît les élus nationaux, pas les élus locaux. Réponse souvent monolithique de nos représentants. Cf Assemblée Nationale avec des blocs : représentativité monolithique des élus, qui amène à des réponses tout aussi monolithiques (jeu des familles politiques qui agace et donne une image de stérilité des débats) à mettre en perspective avec les intérêts collectifs et individuels. N'amène pas à avoir envie de discuter.

- Pendant 5 ou 6 ans, l' élu fait ce qu' il veut tout seul ! Sur la question du programme électoral lors des élections, c' est pas forcément pertinent. Le politique est confronté au cours de son mandat à des choses qu' il ne connaît pas au moment de la campagne électorale. Il ne peut pas tout envisager, tout prévoir. Il doit y avoir des ajustements. La loi « Travail » n' avait pas été annoncée au moment des élections. Si les élus ne respectent pas leurs engagements, ça engendre des déceptions.
- Il faut faire de la pédagogie pour expliquer les décisions. Quand on explique, on peut éviter les rapports de force, les oppositions
- On a des conseils municipaux pour être au courant des décisions. Qui rencontre ses élus locaux, les députés pour exprimer un mécontentement ou une satisfaction ? Il ne faut pas tout mettre sur le dos des élus et des politiques. Il y a probablement une co-responsabilité des citoyens.
- Dans les séances des conseils municipaux, cela se réduit à une lecture rapide des délibérations. Pas d' intérêt pour ceux qui n' ont pas eu connaissance de la genèse des décisions. On ne va pas au fond des débats. Aujourd' hui suspicion de lobbying auprès de ceux qui prennent des décisions → aller vers un accès plus ouvert aux commissions préparatoires.
- Sur le fonctionnement du conseil municipal, interrogation de la place du citoyen. Dans les communes nouvelles, le citoyen n' a plus sa place. OK dans les petites communes.
- Il existe beaucoup de moyens pour entrer en contact avec les élus, sous réserve qu' ils répondent.
- De quels élus parle-t- on ? Il faut faire une différence entre l' élu local et l' élu national. L' élu local a-t- il un lien avec l' élu départemental ou national ? Les moyens à la disposition de l' élu local sont restreints. Ce n' est pas un métier et il n' est pas toujours facile pour les élus de dégager du temps pour être à la disposition du citoyen. Les citoyens doivent en avoir conscience.
- Certains considèrent que ce devrait être aux citoyens de s' impliquer dans la politique et non aux élus d' aller vers les citoyens. D' autres estiment que si les gens ne disent rien ce n' est pas qu' ils n' ont pas d' opinion à exprimer, mais qu' ils ne souhaitent pas assister à des débats ou s' exposer dans une prise de parole publique. L' enjeu de la démocratie consiste à les inciter à le faire.

➤ **Démocratie directe**

- De manière générale, assez peu d' expressions concernent la démocratie directe et on peut noter des hésitations sur les referendum comme outils de démocratie participative ou directe. Le débat a cependant permis de déterminer que dès lors qu' il s' agit de répondre par oui ou par non à une ou plusieurs questions, c' est avant tout un outil de démocratie directe, même si un débat préalable doit être ouvert permettant d' approfondir la manière de comprendre et d' aborder les questions posées.
- La démocratie directe c' est quand le citoyen est amené à répondre à des questions posées par les autorités (référendum, élections). Pour certains, c' est le meilleur moyen de s' exprimer, le véritable exercice démocratique.

- Sous réserve du respect des résultats des consultations, comme dans le cas de la « consultation » départementale vis-à-vis de l'aéroport de NDDL ? Incompréhension de la part des personnes qui se sont rendues « aux urnes »...
- Pendant la durée du mandat des élus, le citoyen n'a plus la possibilité d'agir. Les *invisibles* ne s'y intéressent pas car les élus font ce qu'ils veulent. Comment voulez-vous que les gens s'y intéressent. Il faut une démocratie directe. Le référendum, il ne faut pas que ce soit le gouvernement qui le propose.
- Les outils favorisant une implication plus directe de la population sont évoqués : RIC, conseils citoyens, assemblées citoyennes, tirage au sort, vote obligatoire, prise en compte du vote blanc...
- Ces outils ne sont pas suffisants par eux-mêmes et ne doivent pas apparaître comme des alternatives intégrales à la représentation électorale, mais comme une diversification et un enrichissement du fonctionnement des institutions.
- Il faut retrouver la parole « d'en bas ». Le débat ne doit pas être limité aux initiés.
- Certains souhaitent une assemblée nationale citoyenne avec des élus tirés au sort pour avoir toute la population française et considèrent que le vote obligatoire permettrait d'avoir toutes les diversités dans la représentation.

➤ **Démocratie participative**

- Si on veut impliquer le citoyen, certains pensent qu'on ne peut pas rester dans cette démocratie. A l'inverse, est-ce que le citoyen veut vraiment participer dans un but collectif. Les gilets jaunes sont aussi confrontés à ce problème. Cela n'intéresse pas tout le monde.
- Faire vivre la démocratie participative en continu plutôt qu'au gré des soubresauts plus ou moins importants de la société.
- Une démocratie participative impose une obligation de résultat.
- La démocratie participative, c'est ce qu'on fait aujourd'hui lors de ce débat. Exprimer des idées et les faire remonter. Dans la démocratie participative, il faut aussi prendre en compte la notion d'action et celle de co-construction. Cela commence par le fait que chacun se prenne en main, exprime ce qu'il veut faire et que cela soit partagé. Cela permet souvent de dégonfler d'éventuels conflits.
- Il y a plusieurs types d'outils de démocratie participative, mais il y a une méconnaissance de ces outils et une sous-utilisation. Cela met en évidence la nécessaire bonne information des citoyens. Illustration en France : il existe des budgets participatifs alloués par des villes comme Nantes, Angers, Rennes ou Brest, pour que les citoyens définissent un certain nombre de projets d'investissement dans la commune. Ces projets sont ensuite étudiés juridiquement... avant décision. Cela peut créer toutefois des frustrations pour les auteurs de projets qui ne sont pas retenus ou qui n'entrent pas dans le champ de l'intérêt général. Il y a besoin d'expliquer.
- Cf les agendas 21 : formuler 21 actions pour le 21e siècle. Ces actions ont été récupérées par les politiques qui n'ont pas associés les citoyens pour la mise en œuvre.

- Des communes ont également mis en place des formes de démocratie participative (cf Mulhouse). Elle ne s'arrête pas aux élections, à la vie communale. Il y a d'autres formes animées par des associations... Il faut l'appliquer à plein d'endroits. Ex les élections aux conseils des établissements scolaires (faible participation). Pas facile de faire valoir le travail fait dans les associations. Les petites décisions en France ne font pas de bruit et pourtant c'est souvent dans ces nuances que s'élaborent des innovations. Il y a un problème d'information dans ce qui se vit, se délibère au quotidien dans les territoires.
- Pour certains, si on veut plus de démocratie participative, il faut abandonner l'État Providence et reconnaître que l'État ne peut pas tout. Il est fait remarqué que la notion d'État Providence inclut dans l'esprit de la population l'ensemble de la sphère publique institutionnelle, pas seulement l'État.
- Regarder ce qui se fait dans les autres pays. Il y a le modèle suisse avec la votation ou autres qui méritent d'être étudiés. Il y a des règles en Suisse pour lancer une votation.

Divers autres constats et propositions

- Comment anticiper les conflits entre différentes approches sociétales, culturelles, ethniques, religieuses, générationnelles... ?
- La France est un des pays du monde où les dispositifs « mutualistes » sont les plus performants et efficaces mais cela entraîne parfois des effets pervers et paradoxalement parfois « antisociaux ».
- Il faut une harmonisation sociale de l'Europe, malheureusement celle-ci est souvent vers le bas (exemple en Allemagne où la retraite est à 67ans). Si l'on continue comme cela, ce sera la révolution.
- Avancer l'âge de la retraite pour faciliter une baisse généralisée du chômage.
- Pour les dirigeants d'entreprises : imposer un niveau « plafond » des revenus pour les collaborateurs ?
- A propos de la sécurité, il y a le problème des djihadistes. Comment récupérer ces gens-là ? La réouverture du bagne de Cayenne est évoquée et aussitôt contestée par beaucoup de participants. Il faut surtout raisonner sur ce qui les a amenés là. Plus de la moitié sont des enfants. On ne peut pas les considérer comme des criminels de base, les femmes non plus.
- Les participants reprennent la réalité de l'actualité en évoquant la violence retraduite dans les médias, dans les manifestations, les réseaux sociaux et la vie quotidienne. Comment avoir une société plus tolérante ?
- Cinémomètres et autres dispositifs pour verbaliser les automobilistes : dilemme quant à la « sécurité routière » et la « manne financière » de la part de l'État ? Incompréhension de la part des contribuables qui sont aussi usagers de la route.
- « Coups de bâton » fiscaux à l'encontre des 15 millions de personnes en France... Pas « Grand débat », mais « grands dégâts »...

Conseil de développement

- La présence de plusieurs membres du conseil de développement a permis d'aborder assez longuement ses missions et son fonctionnement.
- Les travaux du conseil de développement du Pays d'Ancenis sont considérés par les participants au débat, comme utiles et de bonne qualité. Ils sont cependant trop peu connus du public et il faudrait davantage communiquer dessus.
- Les conseils de développement sont des outils de démocratie participative. Son organisation fait appel à des gens d'horizons et de strates d'âge divers, disposant d'une expérience dans l'action collective. Mais le problème reste avec l'ensemble des citoyens. Bien que ses membres émanent de la société civile, le rôle du conseil de développement n'est pas d'organiser la participation citoyenne.
- Dans le conseil de développement, on essaie d'avoir des opinions consensuelles ou dans le cas inverse, on fait état des positions de chacun dans les délibérations. Cette organisation n'existe pas qu'au niveau local, mais aussi départemental, régional (cf conseil économique social et environnemental de région - Ceser) avec des rapports qui restent très confidentiels.

Annexe : organisation des débats

Premier débat autour du thème : « Comment faciliter le vivre ensemble dans une société plus intégratrice et plus harmonieuse ? »

3 sous-thèmes : la diversité – les fractures sociales – la tolérance. Ce document a pour simple objectif de se poser des questions qui pourront être le départ des échanges lors de la mise en commun.

1- La diversité

Comment les minorités peuvent-elles être entendues dans notre démocratie majoritaire ?

Quelles sont, selon vous, les discriminations les plus répandues et comment les résoudre ?

2 – Les fractures sociales

Pensez-vous qu'il y ait des « oubliés » dans notre société ?

Quels solutions ou dispositifs pourraient être mis en place pour diminuer ces situations d'exclusion ?

3 – La tolérance

Comment éviter la progression des intolérances visibles à travers des faits récents tels que les violences dans les manifestations ou à travers les mots et vidéos postés dans les réseaux sociaux ?

Quels sont les comportements « civiques » qu'il faudrait promouvoir dans notre société civile ?

Second débat autour du thème : « Comment développer une citoyenneté participative, active et performante ? »

7 questions avaient été préparées par les organisateurs, parmi lesquelles les participants ont pu puiser pour mener leurs échanges :

1. Avez-vous entendu parler de démocratie participative et que signifie pour vous cette notion ?
2. En quoi peut-elle se distinguer des deux autres types d'exercice démocratique (démocratie directe et représentative) ?
3. Vous considérez-vous suffisamment associés aux décisions prises par les pouvoirs publics à l'échelle locale ou nationale ?
4. Quels sont les outils à développer pour favoriser une véritable démocratie participative ?
5. Considérez-vous que l'organisation de referendum (nationaux, d'initiative partagée ou d'initiative citoyenne) est un moyen pertinent de développer la démocratie participative ? Si oui, sous quelles conditions ?
6. Avez-vous envie / êtes-vous prêts à être les acteurs directs des décisions concernant le territoire dans lequel vous vivez ou/et vous travaillez, ou considérez-vous que c'est principalement le rôle des élus, des syndicats, des associations... ?
7. Dans quel domaine / pour quels types de décisions vous paraît-il prioritaire de vous investir personnellement ? Pourquoi ? Par quels moyens ?